

Lurelu

La seule revue québécoise exclusivement consacrée à la littérature pour la jeunesse



Les éditeurs, le multimédia et le monde scolaire

André Giroux

Volume 18, Number 3, Winter 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/13470ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Lurelu

ISSN

0705-6567 (print)

1923-2330 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Giroux, A. (1996). Les éditeurs, le multimédia et le monde scolaire. *Lurelu*, 18(3), 51–52.

LES ÉDITEURS, LE MULTIMÉDIA et le monde scolaire

«*Nous* aurons cette année un plan de développement de l'informatique, déclarait au printemps dernier le ministre de l'Éducation, Jean Garon, à *La Presse*. Nous nous fixons un objectif d'un ordinateur pour douze étudiants. Aujourd'hui, il y a trois langages que les jeunes doivent maîtriser : le français, les mathématiques et l'informatique.»

Quelques semaines plus tard, au colloque de l'Association québécoise des utilisateurs au primaire et au secondaire, le même ministre annonçait la création d'un comité aviseur pour le nourrir de projets, de priorités et de listes de besoins dans les commissions scolaires. «Ce qui est positif, répond le coordonnateur au soutien à la production de logiciels au ministère de l'Éducation du Québec, Robert Bibeau, c'est que le ministre a dit que les nouvelles technologies, c'est un secteur important, prioritaire, incontournable.» Le ministre Garon a peut-être même pris des engagements plus officiels au moment où vous lisez ces lignes. Robert Bibeau comptait sur le Sommet économique sur les technologies de l'information dans l'éducation pour obtenir des engagements concrets du ministre. La date de tombée de cet article ne nous permet pas de confirmer que le Sommet fut un lieu d'engagements concrets.

L'état actuel des lieux

Le ministre a un sérieux coup de barre à donner s'il veut atteindre son objectif. C'est connu, le parc actuel d'ordinateurs dans les écoles est limité et obsolète : 55 000 unités, soit un pour vingt et un élèves. Le ratio pour l'utilisation de logiciels un tant soit peu récents et performants est de l'ordre de un pour trente, alors que la moyenne nord-américaine est de un pour douze. Le nombre de lecteurs CD-ROM augmente quant à lui rapidement, bien qu'on en soit encore aux premiers balbutiements : 1300 lecteurs pour 2600 écoles!

L'achat de logiciels par les commissions scolaires est en chute libre depuis que l'enveloppe budgétaire réservée à cette fin a été versée au budget global des commissions scolaires, en septembre 1993. «Auparavant, évalue Robert Bibeau, sur un investissement global de trois millions de dollars pour l'acquisition de logiciels, 70 % étaient destinés au logiciel éducatif. Aujourd'hui, on n'en dépense qu'un million, dont 60 à 70 % à la bureautique. Les logiciels et les disques CD-ROM se partagent le solde à

peu près également, ils sont devenus les parents pauvres.» La diminution des achats est couplée à une diminution de la part du financement de l'État. Il finançait 80 à 85 % du coût de développement des logiciels éducatifs il y a deux ans, il n'en finance plus que 50 %.

L'école informatisée clés en main

Le ministère de l'Éducation mettait sur pied en septembre 1994 un projet pilote conjoint avec la France : L'école informatisée «clés en main». Au Québec, deux écoles secondaires sont engagées dans cette expérience : l'école polyvalente de Saint-Jérôme, trois mille élèves, et l'école secondaire de Pointe-aux-Trembles, mille cinq cents élèves. «Après dix ans de tentative d'implantation, explique Robert Bibeau, nous avons de la difficulté à gagner l'adhésion des enseignants à l'usage des nouvelles technologies avec leurs élèves, particulièrement au niveau secondaire. La cause n'en est pas que la rareté des ordinateurs. Les enseignants connaissent peu les applications disponibles, ne savent pas quoi en faire, ni comment les utiliser. Notre hypothèse est qu'un soutien plus important auprès des enseignants dans l'utilisation des technologies pour leurs propres besoins professionnels les rassurera quant à l'utilisation des ordinateurs en classe.»

La première étape a consisté à dresser un état de la situation et des besoins des deux écoles engagées dans le projet pilote. Un plan d'intégration des nouvelles technologies est en cours. Les enseignants ont eux-mêmes déterminé leurs besoins.

En janvier 1996, on comptera 280 appareils à Saint-Jérôme, une augmentation de quatre-vingts sur l'an dernier, et cent vingt à Pointe-aux-Trembles, une augmentation de quarante. Des appareils se retrouveront en bibliothèque, lieu privilégié selon les enseignants, tandis que d'autres serviront à la gestion de classes dans les salles de professeurs. Les délais d'installation, de mise en réseau et de formation étant ce qu'ils sont, les ordinateurs ne seront en activité que quelques mois plus tard. On y retrouvera notamment des logiciels de bureautique comme le traitement de texte. Les deux écoles recevront des lecteurs CD-ROM, seront équipées de CD-ROM, dont *Actualité-Québec* et *Repères*. Les deux institutions auront aussi accès au réseau Internet.

«Au total, précise Robert Bibeau, trente-trois partenaires ont promis ou engagé deux millions de dollars. Le Fonds de l'autoroute de l'information fournit le quart de cette somme. D'autres partenaires ont gratuitement fourni des appareils, des logiciels, des CD-ROM ou une expertise dans l'installation technique ou la formation des professeurs.»

L'objectif final de cette recherche-action est de fournir des modèles d'implantation transférables dans d'autres écoles, avec en particulier une description des conditions de réussite de l'intégration de l'informatique dans l'enseignement, ainsi qu'une évaluation aussi précise que possible des coûts et des bénéfices que l'on peut en attendre. Dès la prochaine année scolaire, le MEQ sera en mesure de fournir une expertise technique aux écoles qui souhaiteraient adopter un tel projet. À la conclusion du projet pilote, en juin 1997, le MEQ publiera une série de fascicules expliquant les différents aspects de l'informatisation d'une école.

Le Nouveau-Brunswick entre dans la danse

Au Nouveau-Brunswick, on cherche à tirer profit du développement des télécommunications et de l'avènement de l'autoroute électronique. Le gouvernement fournit beaucoup d'efforts dans cette voie. Il en va de même en éducation. Le Ministère annonçait l'automne dernier la mise en réseau de toutes les écoles et leur accès au réseau Internet. Le projet sera parachevé à la fin de 1996. On compte actuellement un ordinateur par quinze élèves, ce ratio descendra à un pour dix dans dix-huit mois. Les nouveaux ordinateurs seront tous munis de lecteurs CD-ROM. Comme le Québec, le Nouveau-Brunswick affronte le problème de la désuétude d'une partie importante de son parc. «À la fin du projet, explique le coordonnateur des applications pédagogiques de l'ordinateur au ministère de l'Éducation, Clarence Landry, une école typique de 1500 à 1800 élèves, bénéficiera d'environ cent cinquante ordinateurs, dont au plus une trentaine seront reliés à l'autoroute électronique.»

Comment cette technologie sera-t-elle intégrée à la pédagogie? «C'est la réflexion que nous menons, répond le sous-ministre adjoint du même ministère, Raymond Daigle. Actuellement, les élèves se rendent

au laboratoire une ou deux fois par semaine pour effectuer des tâches traditionnelles liées au traitement de texte, par exemple. Il nous faut intégrer davantage l'ordinateur à la pédagogie et encourager les communications, que ce soit entre les écoles, les provinces ou les pays. L'un des objectifs que nous poursuivons est d'inciter l'élève à écrire. Comme le Québec, par ailleurs, nous affrontons un double défi : non seulement doit-on équiper les écoles d'ordinateurs, mais nous devons aussi mettre au point nos propres logiciels puisque le marché est essentiellement anglophone. Sur nos propres bases, mais surtout en partenariat avec le secteur privé, nous en avons développé une quinzaine jusqu'à maintenant.»

Le rôle des éditeurs

Les joueurs importants de l'édition se mettent en position de départ. Flammarion, Gallimard, Larousse et Hachette Livre ont chacun délégué au moins une dizaine de représentants à la foire de l'informatique MILIA 1995 et la plupart de ces éditeurs ont créé un département multimédia. Récemment, Hachette Livre, Matra-Hachette Multimédia et Grolier annonçaient la création d'une société commune : Hachette Livre Interactive. Au Québec, Bell Canada Entreprises a créé Médialinx pour apporter un contenu à Sirius, Quebecor a créé Quebecor Multimédia et des éditeurs de livres, Art global et Libre Expression, ont participé à la formation de Édirom.

«Depuis environ un an, je sens un intérêt grandissant des éditeurs de livres, note Alain Aubut, président-fondateur de la maison de distribution Auba, spécialisée dans le logiciel. Jusque-là, l'intérêt était plutôt timide. Il ne l'est plus. On nous questionne sur les marges de profits dans notre secteur, les réseaux de distribution, ce que font les grands joueurs dans notre domaine, etc.»

Les éditeurs québécois commencent également à passer à l'action. Québec/Amérique produira en 1996 le dictionnaire *Le Visuel* sous forme de CD-ROM. Mondia a tâté le terrain en produisant le CD-ROM *Enquête portant sur l'enseignement du français langue seconde au premier cycle du secondaire*. Ce titre, produit avec Micro-Intel, une firme québécoise spécialisée en informatique, est accompagné d'un guide pédagogique pour l'enseignant. Beauchemin a procédé par sous-traitance avec Procomad, filiale des Publications St. Rémy pour la production CD-ROM de *Le dictionnaire Colpron des anglicismes*, mais la date de publication demeure incertaine. «D'autres projets sont sérieusement à

l'étude avec des éditeurs de livres scolaires, ajoute Alain Aubut. Bien qu'ils concernent plus souvent la diffusion, certains touchent le contenu.»

Pour l'instant, les éditeurs de livres demeurent pour une grande part en marge de l'édition électronique. Le MEQ publiait en mars dernier le *Catalogue des logiciels produits avec la collaboration du MEQ*, qui compte près de cent cinquante titres. Il publiait à la même époque le catalogue *80 CD-ROM en langue française disponibles au Québec*. Sur quatre-vingts titres, la moitié sont produits ici. Peu d'éditeurs de livres ont participé à cette production.

Les questions

Nombre d'éditeurs refusent de s'engager dans la production de CD-ROM. L'importance des investissements exigés ainsi que l'incertitude des marchés les rebutent. D'autres s'engagent avec prudence. «Les nouvelles technologies de l'information offrent des possibilités fantastiques, reconnaît le p.-d. g. des Éditions Beauchemin, Guy Frenette. La cartographie par satellites peut par exemple être intégrée à un CD-ROM. Mais, qui le fera, à quel coût et comment cet outil sera-t-il adapté à l'enseignement? Il n'est pas du tout clair la façon dont on peut utiliser le multimédia dans le processus éducatif autrement que comme outil de référence : encyclopédies, dictionnaires et répertoires. Voilà pourquoi nous nous sommes limités au *Colpron* pour l'instant. Quelles sont les attentes du milieu? Comment finance-t-on ces besoins? Un jour, comme éditeur, nous devons développer ce marché. Il faudra que les divers intervenants se parlent : concepteurs, éditeurs, développeurs, vendeurs, professionnels du marketing et spécialistes en informatique.»

Urgence d'agir?

Sentiment d'urgence pour les uns, «dans deux ou trois ans, les *majors* publieront à peu près simultanément en français et en anglais», estime Robert Bibeau; action prudente pour d'autres : «Quels sont les besoins?» demande Guy Frenette. La présence de certains éditeurs de livres dans le domaine du CD-ROM apporte ses premiers fruits. Les utilisateurs commencent à mieux préciser leurs besoins : les intervenants des différents secteurs se parlent davantage. Si le ministère de l'Éducation dote effectivement les écoles d'un plus grand nombre d'ordinateurs performants, il aura contribué à briser le cercle vicieux de la poule et de l'œuf.

Le point de départ sera-t-il alors teinté? ☪

Pour en savoir davantage :

80 CD-ROM en langue française disponibles au Québec, ministère de l'Éducation du Québec, février 1995.

Catalogue des logiciels produits avec la collaboration du MEQ, ministère de l'Éducation du Québec, mars 1995.

Répertoire des firmes et organismes œuvrant en technologie de l'information au Québec, MEQ et CILEF, décembre 1995.

Les trois documents ci-dessus mentionnés sont gratuits et peuvent être obtenus auprès de Robert Bibeau [Télécopieur : (514) 864-1948].

Les dossiers de l'ingénierie éducative, collaboration France-Québec, Publications du Québec, 1995, 29,95 \$.

À l'honneur

Haut les masques!

Le 26 novembre dernier, lors de la «Soirée des Masques» de l'Académie québécoise du théâtre, le théâtre de Sable de Québec a remporté le prix de la meilleure production pour jeunes publics, avec *Le rossignol et l'empereur de Chine*, d'après Andersen, une pièce pour marionnettes.

Nominations pour le prix Andersen

IBBY Canada a annoncé en novembre que Christiane Duchesne et Stéphan Poulin étaient en nomination pour le prix Hans Christian Andersen de l'Union internationale pour les livres de jeunesse. Le prix Andersen – distinct de la «liste d'honneur» – est décerné à tous les deux ans pour l'ensemble de l'œuvre d'une créatrice ou d'un créateur et souligne l'importance de sa contribution à la littérature de jeunesse. Vingt-sept pays membres de l'Union ont fait en tout vingt-quatre nominations dans chaque domaine (auteur, illustrateur).

L'identité des deux gagnants sera annoncée début avril à la Foire de Bologne, et le prix sera remis lors du congrès annuel de l'IBBY, à la mi-août, à Gröningen aux Pays-Bas.

Par ailleurs, Dominique Demers (*Les grands sapins ne meurent pas*, Québec/Amérique Jeunesse) et Susan Ouriou, traductrice de *La route de Chlifa* de Michèle Marineau, figurent cette année sur la Liste d'honneur de l'IBBY, nomination qui souligne l'excellence des ouvrages et offre à leurs auteurs, illustrateurs ou traducteurs une visibilité internationale pouvant favoriser une publication à l'étranger. ☪